|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | COMMISSION EUROPÉENNE |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG – Direction – Unité | DG MOVE (Mobilité et transports) – Direction B (Investissement, transports innovants et durables) – Unité B1 (Réseaux de transport) |
| Numéro de poste Sysper: | **489050** |
| Personne de contact:  Prise de fonctions souhaitée:  Durée initiale:  Lieu de détachement: | Silke Brocks, cheffe faisant fonction de l’unité B1  3 trimestre 2025  2 années  Bruxelles  Luxembourg  Autre: Click or tap here to enter text. |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert aux:    ainsi qu’aux  pays AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  pays tiers suivants: …  organisations intergouvernementales suivantes: … | |
| Délai des candidatures | Date limite pour postuler: 25-09-2025 |

**Présentation de l’entité (nous sommes)**

Nous sommes l’unité «Réseau de transport» (B1) au sein de la direction «Investissement, innovation & Transports durables :» de la DG MOVE. La direction a pour mission d’élaborer, de coordonner, de mettre en œuvre et de suivre les politiques en faveur d’une politique des transports innovante et durable et des investissements connexes, en particulier en ce qui concerne le réseau transeuropéen de transport (RTE-T) et la recherche et l’innovation.

L’unité MOVE/B1 a pour mission de développer le réseau transeuropéen de transport afin de mettre en place un réseau de transport durable, efficace et résilient, qui génère de la croissance et des emplois, façonne la mobilité numérique et à faibles ou zéro émissions, contribue à l’action pour le climat et renforce le marché intérieur. Le RTE-T contribue à la réalisation des objectifs du pacte vert pour l’Europe. L’unité est responsable de la mise en œuvre du règlement RTE-T, qui a récemment été révisé et est entré en vigueur en juillet 2024, et qui, avec son nouvel article 48, intègre le «réseau de transport militaire» dans le cadre juridique du RTE-T. Le développement du RTE-T est assuré par onze coordonnateurs européens (anciens responsables politiques nommés par la Commission) qui facilitent la mise en œuvre coordonnée de neuf corridors de transport européens et de deux priorités horizontales. Chaque coordonnateur est assisté d'un conseiller au sein de MOVE/B1.

L’unité est actuellement composée de 22 collègues très motivés.

**Présentation du poste (nous proposons)**

L’unité MOVE/B1 recherche un expert national détaché (END) dynamique, très motivé et proactif pour contribuer aux actions de l’unité dans le domaine de la «mobilité militaire».

La circulation rapide du personnel et des moyens militaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE est actuellement entravée par un certain nombre d'obstacles physiques, juridiques et réglementaires qui entraînent des retards, des ruptures, des coûts plus élevés et une vulnérabilité accrue. Afin d’éliminer ces obstacles, les services de la Commission ont élaboré le «plan d’action sur la mobilité militaire 2.0» en 2022 et ont ensuite recensé quatre corridors prioritaires multimodaux capables de gérer rapidement les transports militaires lourds et à grande échelle. Ces corridors contribueront à donner la priorité aux investissements dans les infrastructures de transport à double usage là où ils sont le plus nécessaires et où ils ont le plus d’impact tangible.

Le livre blanc récemment adopté sur la préparation à la défense européenne (mars 2025) définit les priorités pour l’avenir de la défense européenne. La mobilité militaire y figure comme l'un des sept domaines de capacités critiques devant être traités en urgence afin d'assurer le bon mouvement des troupes et du matériel militaires.

Nous proposons un poste d'END stimulant et intéressant, dont les principales tâches seront les suivantes:

• apporter un soutien à la mise en œuvre du volet «mobilité militaire» du livre blanc sur l’avenir de la défense européenne, en collaboration avec d’autres services de l’UE (par exemple, la DG DEFIS, l’EMUE, , l’AED et le SG) et l’OTAN;

• contribuer au suivi des livrables en matière de mobilité militaire découlant du livre blanc (communication conjointe, règlement sur la mobilité militaire, proposition omnibus), en mettant l’accent sur les corridors de mobilité militaire et sur le développement et la modernisation des infrastructures de transport à double usage;

• contribuer à la mise à jour et à l’amélioration régulières d’une liste de projets ciblés et d’investissements dans les infrastructures à double usage sur les corridors prioritaires pour les mouvements militaires et assurer le suivi des actions conduisant à la mise en œuvre;

• assurer la liaison avec le Service européen pour l’action extérieure (/EMUE), l’OTAN et les États membres afin de poursuivre l’évaluation des besoins stratégiques en infrastructures des forces armées des États membres et, partant, d’améliorer les synergies entre le développement du réseau RTE-T et un réseau de mobilité militaire de l’UE encore affiné;

• contribuer à la hiérarchisation des actions et à la coordination des investissements nationaux et de l’UE, ainsi qu’à l’élaboration de textes (y compris juridiques) dans ce domaine et réfléchir aux possibilités de financement de l’UE.

Le candidat retenu pourrait également contribuer à d’autres tâches horizontales liées à la politique RTE-T en général.

**Profil du titulaire (nous recherchons)**

Nous recherchons un candidat très motivé, dynamique, bien organisé et proactif avec une formation universitaire pertinente et une expérience démontrée dans l'analyse, l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des politiques. Il/elle devrait être désireux(e) de travailler sur de nombreux dossiers politiques et être en mesure de rédiger des notes politiques et du matériel de communication clairs. Dans le même temps, il devrait être prêt à aborder les questions techniques liées aux besoins en infrastructures, en particulier en ce qui concerne la mobilité militaire. Le candidat doit également faire preuve d’un bon esprit d’équipe. En particulier, le candidat doit avoir:

• un bon jugement, des compétences avérées en matière de négociation et une capacité à défendre la position de la Commission sous la supervision d'un fonctionnaire de l'UE et à représenter lors de réunions formelles;

• une très bonne capacité de réflexion stratégique, un sens politique bien développé et une capacité à prendre des initiatives;

• excellentes compétences en communication orale et écrite afin de communiquer efficacement et couramment avec les parties prenantes internes et externes;

• une bonne connaissance de deux langues de l’UE, dont l’une doit être l’anglais, le français ou l’allemand. Pour ce poste particulier, une très bonne connaissance de l'anglais est requise. La connaissance du français et/ou de l'allemand serait un atout.

**Critères d’éligibilité**

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

Ancienneté de service : avoir une ancienneté d’au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;

Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.

Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

**Conditions du détachement**

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l’Union européenne doit obligatoirement disposer d’une habilitation de sécurité (jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé, veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l’AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidaturesous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv))en français, anglais ou allemand.Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

**Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([[1]](#footnote-1)). Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)